

Une politique de sécurité en faillite

Le Monde 30.07.10

Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère, vice-président du groupe socialiste, secrétaire national du PS chargé de la sécurité

Les événements qui viennent de se dérouler à Grenoble et à Saint-Aignan (Loir-et-Cher) sont malheureusement assez communs. Mais s'ils frappent l'opinion, c'est qu'ils font sens. Ils illustrent l'impasse du discours de Nicolas Sarkozy en matière de sécurité.

Pour le Président, c'est à la cavalerie d'éteindre les incendies. S'il était logique, à Grenoble, de faire appel à l'unité du groupe d'intervention de la police nationale de Lyon, sa vocation étant d'intervenir en relais des autres services de la police chaque fois que la situation l'exige, le recours au RAID, l'unité d'élite de la police nationale, en revanche, peut surprendre. Tout comme l'engagement de quelques moyens du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale dans le Loir-et-Cher et l'usage, dans les deux circonstances, d'hélicoptères dotés de projecteurs et de caméras de détection thermique.

Cette volonté de dramatisation était pourtant réfléchie alors même que les unités mobiles n'ont jamais perdu le contrôle de la situation. Pourquoi un tel déploiement ? Depuis plusieurs années, le pouvoir développe en matière de maintien de l'ordre public une doctrine d'emploi des forces de plus en plus influencée par le modèle militaire américain.

On concentre les moyens pour ensuite les "projeter" là où apparaissent les étincelles. Résultat : les forces ne connaissent plus le terrain, mais qu'importe au fond, dans la mesure où ce qui compte pour les promoteurs de cette doctrine, c'est la sécurité de l'Etat, et non la protection des citoyens. Le problème est que, du même coup, tournant le dos au plus élémentaire bon sens, l'Etat renonce à prévenir les prochains embrasements que les élus ne cessent d'annoncer.

C'est l'un des paradoxes du chef de l'Etat. Il proclame inlassablement son soutien aux forces de sécurité alors même que son gouvernement ne cesse de supprimer des postes. Ainsi dans l'agglomération grenobloise, les effectifs des gardiens de la paix sont en diminution constante de l'ordre de 20 % en cinq ans et il ne subsiste plus que 450 policiers pour garantir la tranquillité publique.

Depuis 2007, près de 10 000 postes ont été supprimés dans la police et la gendarmerie. Et au rythme des annonces du président de la République, il y aura d'ailleurs bientôt plus de commissaires dans les préfectures qu'en train de diriger l'action de la police sur la voie publique. En sus, ces destructions massives d'emplois désorganisent les services tandis que leurs missions se multiplient et que leurs moyens se raréfient.

Ainsi, en 2011, le budget de fonctionnement de la police s'établira à 950 millions d'euros contre 1 032 en 2010, et 1 100 en 2007, et celui de la gendarmerie prévoit une baisse des crédits de

fonctionnement supérieure à 20 %... En 2012, il ne sera plus abusif de parler d'une clochardisation des forces consacrées à la sécurité des Français.

"OPÉRATIONS SPECTACLES"

Mais le pouvoir n'en considère pas moins que sa responsabilité n'est nullement engagée. Fidèle à une habitude éprouvée, son imagination est sans borne quand il s'agit de se défausser. En l'espèce, sont incriminés les Roms, les maires socialistes et un préfet. Reste que dans ce dernier cas, l'on s'interroge doublement. D'abord, sur le préoccupant rétrécissement de la fonction préfectorale : faut-il dorénavant ne les considérer que comme des préfets de police ? Mais aussi sur l'absence de parallélisme des formes. Alors même que, dans le Loir-et-Cher, les carences sont patentes tant dans la chaîne de commandement que dans la transmission de l'information au sein des services de l'Etat, comment expliquer l'absence de sanctions ?

N'y avait-il ce jour-là que le commandant de la région gendarmerie pour prendre des décisions ?

Il faut souligner que, durant ces quelques jours où le sommet de l'Etat a semblé dépassé par les événements, il a usé et abusé de ses vieilles ficelles. Et d'abord la traditionnelle surenchère verbale. C'est une constante sarkozyste maintenant bien connue. Et bien sûr la pression sur la police pour "faire du chiffre". Cette obsession a débouché, à Grenoble, sur la diffusion d'instructions insistant sur la nécessité d'interpeller massivement sans tenir compte des réserves des services spécialisés. Il ne faut donc pas s'étonner qu'en dépit de l'énergie déployée, il n'y ait eu aucune mise en examen.

On trouve dans ces événements tous les ingrédients qui expliquent l'échec d'une politique. Au premier plan, des démonstrations de force parfois disproportionnées et des opérations spectacles dites "coups de poing". En coulisse, un Etat impuissant, la paupérisation des services, la baisse des effectifs, l'absence de vision prospective et plus globalement, de réponse aux problèmes structurels : des banlieues sans espoir, un chômage en hausse, l'étalage du bling-bling et de la cupidité, un fossé qui se creuse entre, d'un côté, ceux qui ne savent pas de quoi demain sera fait et, de l'autre, une caste où l'argent coule à flots.

La réponse du pouvoir, plus angoissé qu'on ne le croit, par la décomposition de sa politique de sécurité, tient en l'organisation d'une riposte-spectacle, rideau dérisoire jeté sur une réalité si dérangeante que même le ronflement des déclarations de matamore ne permet plus de camoufler.

http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2010/07/30/une-politique-de-securite-en-faillite_1394023_3232.html